

LES NÉGOCIATIONS POUR LA PAIX RUSSE SONT COMMENCÉES

# EXCELSIOR

Huitième année. — N° 2.590. — 10 centimes.

"Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport." — NAPOLEON.

Mardi  
18  
DÉCEMBRE  
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris  
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00  
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées  
Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45  
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS  
TARIF DES ABONNEMENTS :  
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.  
Étranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.  
PUBLICITÉ : 11, B<sup>is</sup> des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88  
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

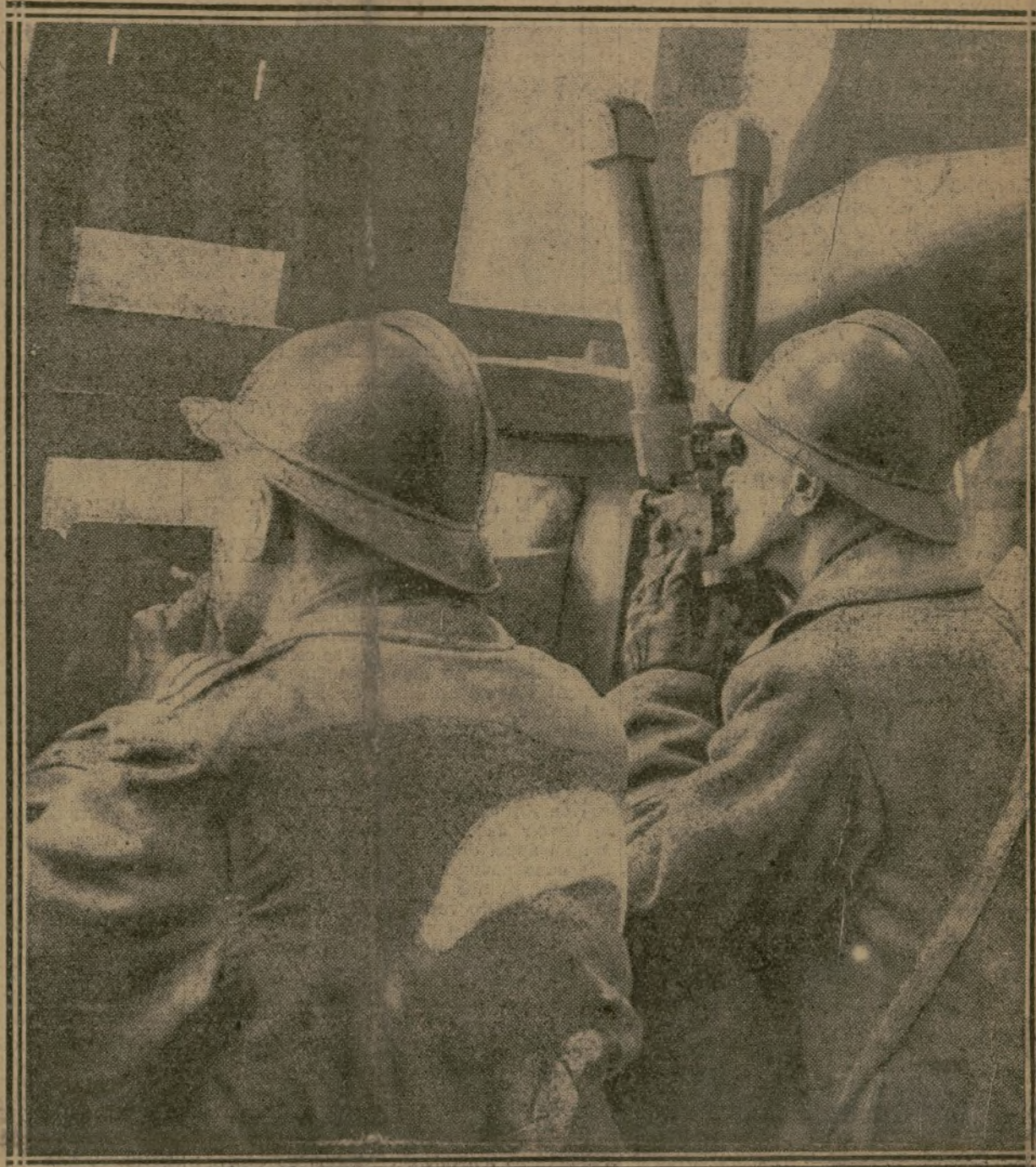
## LE MINISTRE DE LA MARINE DE RUSSIE !...

## LE CHEF DES TROUPES RUSSES EN FRANCE



LE MATELOT DEBINKOF QUI A SUCCÉDÉ A L'AMIRAL VERDEREVSKY

Les bolcheviks témoignent, dans leurs agissements, de quelque imprévu. On sait qu'ils ont nommé ministre de la Guerre un aspirant : Krylenko. Pour la Marine, ils ont fait mieux : un matelot la dirige. Le voici. Sa physionomie est, au moins, significative !...



LE GÉNÉRAL LOKHVITZKY A SON POSTE PENDANT L'ATTAQUE DE COURCY

Le général, qui vient d'adresser un vibrant appel aux Russes de France et qui nous dit, d'autre part, toutes ses espérances, est vu ici à son poste, alors que les légions qu'il commandait se portaient victorieusement, de notre front, à l'attaque de Courcy.

## M. ANDRÉ PAISANT TRAVAILLE AU RAPPORT QU'IL DÉPOSERA CET APRÈS-MIDI



LE RAPPORTEUR DE LA COMMISSION DES ONZE, PHOTOGRAPHIÉ HIER, CHEZ LUI, ALORS QU'IL RÉDIGEAIT SES CONCLUSIONS

La commission des Onze, après s'être prononcée, par neuf voix contre deux abstentions, pour la levée de l'immunité parlementaire de MM. Joseph Caillaux et Louis Loustalot, a désigné comme rapporteur, nous l'avons dit, M. André Paisant, député de Senlis,

avocat à la Cour d'appel de Paris. M. Paisant, qui doit déposer son rapport cet après-midi sur le bureau de la Chambre, y a travaillé hier, chez lui, dans son cabinet. C'est en plein labeur que nous avons pu prendre la photographie que nous reproduisons ici.



## GUILLAUME II va-t-il nous offrir la paix pour Noël?

Une dépêche officielle de Berlin  
que publie un journal anglais  
semblerait l'indiquer.

Maintes fois déjà le kaiser fit annoncer ou laisser annoncer dans des journaux amis, neutres, ou, même, ennemis, qu'il était disposé à tendre la main à ses adversaires. On sait que ces tentatives demeurent... des tentatives et ne furent suivies d'aucune apparence d'effet. Il n'en est pas moins curieux d'enregistrer, ne fût-ce qu'à titre d'indication, et en mettant en garde les lecteurs français contre une nouvelle qui peut être tendancieuse, la dépêche suivante que nous recevons de Londres et qui, dans les circonstances actuelles, prend un relief tout particulier :

LONDRES, 17 décembre. — D'après un télégramme, de source officielle, transmis de Berlin, et qui reçoit, de Genève, la Westminster Gazette, on annonce que le kaiser adresserait, pour la Noël, un message à son peuple.

Ce message énoncerait les termes d'une proposition de paix qu'il ferait connaître ainsi, du même coup, aux ennemis de l'Empire.

Après avoir précisé les conditions de cette proposition, il déclarerait, dans ce même document, que si les Alliés n'acceptaient point de la examiner, c'est sur eux que retomberait l'entière responsabilité du sang qui pourrait être répandu en 1918.

A la vérité, la formule n'est pas nouvelle, et il ne semble point, au cas où l'information serait exacte, que l'empereur allemand varie beaucoup ses effets.

## Attaques repoussées autour de la Brenta

Sur le front italien, c'est autour de la Brenta que la lutte s'est de nouveau concentrée dans la journée d'hier. A l'est du défilé, c'est en vain que les Autrichiens ont essayé de progresser au delà du col de Caprile : de vives contre-attaques ont rétabli la situation.

Du côté de l'ouest, l'ennemi a tenté d'atteindre la Brenta en descendant du plateau



d'Asiago par la dépression du San Marino : il a été pareillement repoussé.

Toutes ces tentatives n'intéressent encore que les positions avancées, dont l'ennemi cherche à s'emparer pour assurer à son offensive future des points de départ favorables.

Ces travaux d'approche rencontrent une vigoureuse résistance et coûtent des pertes sensibles. C'est pourquoi les troupes allemandes n'y prennent part que dans le cas d'absolue nécessité. — J. V.

## Comment les troupes du général Allenby prirent Jérusalem

LONDRES, 17 décembre. — L'offensive du général Allenby contre Jérusalem a commencé dans la nuit du 7 au 8 décembre. Les Turcs occupaient une ligne de défense qu'ils avaient puissamment fortifiée à l'ouest, au sud et au nord-est de la Ville Sainte, et que protégeaient de nombreuses mitrailleuses. Ils avaient placé plusieurs canons contre l'enceinte extérieure de la ville de sorte qu'il eût été impossible de répliquer à leur feu sans mettre la cité en danger.

Le 8 décembre, à 7 heures du matin, après de nombreux efforts et malgré la pluie qui n'avait cessé de tomber à torrents, les troupes du général Allenby s'emparèrent de tous les ouvrages ennemis à l'ouest de Jérusalem, cependant que les Turcs continuaient à tenir la dernière ligne sur le sommet des collines dominant la ville. Un peu plus tard, l'ennemi était chassé de cette dernière position par une charge à la baïonnette exécutée en grand style.

Pendant toutes les opérations, l'ennemi a fait preuve d'un courage désespéré et d'une ténacité plus grande que dans toutes les opérations antérieures.

Pendant la nuit, les Turcs se retirèrent au nord-est de la ville, et à huit heures du matin, le 9 décembre, le maire et le chef de la police se présentèrent avec un drapeau blanc pour offrir la reddition de la ville.

Le général Allenby entra dans la ville à pied par la porte de Jaffa. Il fut reçu par le gouverneur militaire et par une garde d'honneur formée par les hommes qui s'étaient le plus distingués dans la campagne. Il avait, à sa droite, le commandant du détachement français et à sa gauche celui du détachement italien. Les attachés militaires italiens, français et américains le suivaient, ainsi que quelques membres de l'état-major et la garde d'honneur.

## Vittel - Grande Source

Goutte - Gravelle - Arthritisme

## LES NÉGOCIATIONS POUR LA PAIX RUSSE SONT COMMENCÉES

Ce que pensent de la situation :

LE G<sup>al</sup> LOKHVITZKY M. MAKLAOF

chef des troupes russes en France

ambassadeur de Russie à Paris

L'état d'esprit des Russes prisonniers en Allemagne  
est exposé ici par deux d'entre eux.



LA DISTRIBUTION DES ALIMENTS AUX PRISONNIERS RUSSES DANS UN CAMP ALLEMAND

BALE, 17 décembre. — On mande de Berlin : M. von Kuhlmann, secrétaire d'Etat, se rendra dans le courant de cette semaine à Brest-Litovsk pour les négociations de paix. (Havas.)

### CE QUE NOUS A DIT LE GÉNÉRAL LOKHVITZKY

Le général Lokhvitzky vient de lancer un appel aux Russes qui sont les hôtes de la France pour provoquer l'enrôlement de volontaires dans la légion qui se constitue sur son initiative. Au moment même où aboutissent les négociations de Brest-Litovsk, cet acte de fidélité à l'idéal et aux forces de l'Entente prend une signification trop nette pour ne pas causer chez nous une impression profonde.

— Il y a, nous dit-il, de nombreux Russes en France : nous pouvons, nous avons le devoir de les utiliser. Répondraient-ils à mon appel dans une proportion de 10 % que nous pourrions organiser quelques bataillons, soumis à la discipline française et aptes à être versés, après entraînement, dans les unités combattantes. La guerre a montré que les Russes sont des soldats d'une bravoure exemplaire lorsqu'ils se sentent dirigés.

— Que font actuellement les troupes russes chez nous ?

— Elles ont été formées en équipes de travail pour la moitié environ.

— Leur situation n'est-elle pas modifiée par l'accord russo-allemand ?

— Non, car il y a, en cet ordre de faits, des règles que le public ne connaît pas : en matière d'armistice, c'est le terrain qui commande ; c'est sur lui qu'on se base et non sur la nationalité des belligérènes occupant tel ou tel secteur. La Roumanie a été obligée d'adhérer à l'accord parce que l'armistice concerne tout le front oriental, mais il ne concerne que celui-là. Les troupes russes qui sont en France ne sont donc pas touchées, non plus que celles qui sont à Salonique.

— Puisque nous parlons du traité signé à Brest-Litovsk, croyez-vous que le haut commandement allemand respectera la clause visant l'immobilité des troupes en présence ?

— Il ne peut y avoir, à ce sujet, aucun contrôle, aucune sanction. Les Allemands laisseront sur ce front leurs unités, leurs numéros d'unités. Telle division sera toujours à la même place. Les compagnies, au lieu de compter cinq cents hommes, par exemple, à leur effectif, n'en auront plus que deux cents. Il n'y aura pas de mouvements de troupes à proprement parler, mais un va-et-vient de soldats : les meilleurs éléments seront remplacés par les plus médiocres. D'ailleurs, on n'a pas attendu l'armistice pour opérer cette sélection et ordonner les déplacements jugés indispensables.

— Croyez-vous que les maximalistes iront jusqu'à conclure une paix séparée ?

— Peut-être, mais elle donnera si peu de garanties aux empires centraux que ceux-ci maintiendront à peu près les mêmes forces de ce côté. On semble en France attendre quelque chose des partis révolutionnaires plus modérés. C'est à mon avis une grave erreur d'appréciation. Les gouvernements peuvent se succéder en Russie : chacun arrivera au pouvoir avec un programme de paix. Tout le monde est fatigué de la guerre. Moi-même, si je devais gouverner, j'aurais à tenir compte de cette lassitude générale et je serais obligé d'avoir recours à des négociations sans fin pour retirer le plus possible des forces allemandes devant nous.

— Alors l'arbitraire maximaliste peut durer longtemps ?

— Jusqu'au jour où les faits démontreront qu'il ne peut rien réaliser de ce qu'il a promis. Il faut convenir que Trotsky et Lénine sont hommes d'action et qu'ils sont à la tête d'un parti organisé. Il n'est pas un milieu qui soit resté en dehors de leur influence. Les idées qu'ils expriment ont pour le peuple, les simples, les faibles, les mystiques, une grosse saveur de bon sens. Leurs paroles sont un alcool dont on se grise. Beaucoup ont été si émus que leur état confine à la folie. J'ai vu des Russes isolés tituber sous l'action de ce breuvage nocif et capiteux. C'est le déséquilibre, l'hystérie, la torpeur, le lourd sommeil, puis le néant quand on se réveille. Je me souviens avoir rencontré un de mes compatriotes qui pleurait, assis au pied d'un arbre : « Qu'est-ce que tu as ? » — « Je ne sais pas de quel côté se trouve la vérité. »

— Le résultat c'est que la Russie est bien malade. C'est une maison de santé. Mais si Trotsky et Lénine sont des agents de la paix allemande, qu'avons-nous fait pour les attacher à la cause qui est la nôtre et qu'ils devraient défendre ? Il fallait leur offrir un peu plus.

— Les croyez-vous réellement payés par l'ennemi ?

— Il leur a fallu de l'argent pour s'emparer du pouvoir. Sont-ils sincères et désintéressés à l'égard de leur idéal révolutionnaire ?

C'est une étude qu'il serait intéressant de faire en temps de paix. En temps de guerre on tue ces gens-là et l'on étudie après les mobiles auxquels ils ont obéi.

ROGER VALBELLE

### CE QUE NOUS A DICTÉ M. MAKLAOF

C'est sous la dictée même de M. Maklaof que nous avons enregistré les déclarations qu'on va lire :

— Il est intéressant de voir l'attitude du soi-disant gouvernement russe vis-à-vis de l'Assemblée constituante qui est sortie des dernières élections organisées par les maximalistes. Le fait que la Constituante est le représentant légal d'un pays qui a manifesté d'une façon formelle sa volonté n'empêchera pas Lénine de prendre des mesures de violence contre elle.

— Il n'hésitera pas à disperser l'Assemblée à coups de baïonnette si le peuple le permet, si le reste indifférent et neutre devant la lutte du droit et de la force.

— Il ne faut pas oublier que, depuis que le dernier gouvernement légal a laissé tomber le pouvoir de ses mains et l'a laissé passer aux mains des maximalistes, ceux-ci ont pour eux tous les avantages du pouvoir, toute la force matérielle de l'Etat.

— Dans ces conditions, ils auraient pu longtemps se maintenir si leur politique ne menait pas rapidement à la décomposition de toute la machine gouvernementale, de tout ordre social. Ces phénomènes finiront par détourner du nouveau pouvoir tous ceux qui ont été trompés par les promesses, tous ceux qui l'ont suivi dans l'espoir d'un nouveau bien-être ; il sera abandonné par tout le monde, et ce peuple même qui reste indifférent devant la lutte des derniers espoirs du droit contre la force brutale du nombre et de l'ignorance prendra son parti. Alors ce sera la fin.

— Et, certes, ça n'arrivera pas d'un seul coup sur toute la surface de la Russie. Il y a des régions où la propagande maximaliste a moins de chance de réussir, où la lutte des classes est moins prononcée, telle la Sibirie, où il n'y a pas de question agraire, ni même de question ouvrière ; tel le Sud de la Russie, où il y a beaucoup de petits propriétaires, ce qui atténue la lutte des classes, la réduit aux centres industriels. Si la guérison peut venir plus tôt, elle surviendra des centres de ralliement. Mais le salut arrivera par un processus assez lent, par la guérison de l'organisme national et non par la force extérieure : le mal est trop profond pour que ce remède-là puisse maintenant réussir.

— Quand je dis tout cela, ce n'est pas que la guerre que j'envisage. Sans la guerre il n'y aurait rien à craindre, il n'y aurait pas de danger. Tout passera. C'est l'effet que la maladie profonde de la Russie peut avoir sur la marche de la guerre qui m'inquiète. Les Alliés auront-ils assez de force pour supporter la défaillance passagère de la Russie ? Je dis passagère, parce que je persiste à ne pas croire à la possibilité d'une paix séparée. Comment pourrait-on la conclure ? La conclusion de la paix par Lénine, c'est la fin de la révolution russe.

— L'Allemagne ne tolérerait pas l'anarchie dans son voisinage. Elle rétablirait l'ordre par la force armée, ce qui ne serait pas difficile. Et Lénine le comprend. Il peut trahir la Russie, mais il ne peut pas trahir la Révolution, ni soi-même. Ce qu'il veut, ce qu'il espère, c'est une paix générale entre tous les Alliés, une révolution sociale universelle, le renversement de l'empire allemand, mais non pas la victoire de l'impérialisme allemand sur la Révolution en Russie.

— Il ne défendra pas la Russie, mais il défendra la Révolution en danger. Et les gens des classes modérées, les bourgeois qui ont tout à gagner de la paix, du moins à l'heure actuelle, les bourgeois qui sont menacés dans tout : leur fortune, leur sécurité personnelle, ceux-là mêmes qui seront hors du danger quand la paix sera signée ne veulent pas de paix, ne veulent pas de sécurité personnelle au prix du déshonneur national.

— On a manifesté, en France, la crainte de voir le mouvement séparatiste, qui paraît triompher dans diverses régions, désagréger la Russie. Je partage entièrement, à ce sujet, l'avis de M. Nikitine, ministre de l'Intérieur du dernier gouvernement provisoire.

— M. Nikitine estime qu'il s'agit, d'abord, de tendances « autonomistes » et non « séparatistes », ce qui, loin de constituer une faiblesse pour l'ensemble du pays, marque la renaissance de la puissance russe. Le courant qui se manifeste aujourd'hui en Ukraine, en Esthonie, au Caucase, en Sibérie et en Finlande est un mouvement général de protestation contre le coup de force des maximalistes ; car toutes ces régions, toutes ces nationalités, toutes d'un

profond patriotisme, comprennent tout le danger qui leur vient du complot de Petrograd, qui risque de faire d'elles des proies faciles pour le conquérant allemand.

E. HALPERINE-KAMINSKY.

### CE QUE SUBISSENT LES PRISONNIERS RUSSES

La Russie maximaliste tend la main à l'Allemagne impérialiste. Un armistice vient d'être signé qui prévoit un échange possible des prisonniers de guerre et même la reprise, dans un avenir proche, des relations économiques entre les deux pays.

Il est douteux que Guillaume II accepte de gaieté de cœur d'admettre à nouveau dans les rangs de son armée tous les hommes qui ont vécu l'extraordinaire révolution russe ; il est encore plus douteux qu'il se prive des Slaves qu'il détient depuis si longtemps en esclavage sur tous les fronts où ceux-ci méritent une vie de galérien. Si ces prisonniers, qui ont trop souffert pour oublier, racontent seulement la centième partie des mauvais traitements qu'ils ont subis pendant leur captivité, cela suffirait à briser à tout jamais toute tentative de paix séparée.

Deux Russes prisonniers des Allemands viennent de gagner nos lignes et de recouvrer la liberté, après s'être enfuis de leur camp à la faveur de la panique ennemie qui suivit notre offensive sur le Chemin des Dames. Ils appartiennent au bataillon de prisonniers de guerre russes n° 100, divisé en 4 compagnies et fort de 1.200 hommes, qui étaient stationnés à Laon, où ils ont vécu de longues heures douloureuses ; en butte à tous les mauvais traitements de la soldatesque allemande, ils étaient occupés à de durs travaux avec des prisonniers français dans la belle cité de Laonnois, transformée en vaste citadelle teutonne, ou dans les environs.

Lorsque notre attaque avait commencé, le 23 octobre, Français et Russes avaient assisté ébahis au pillage définitif de Laon. Jusque-là les Allemands s'étaient contentés de le dépouiller méthodiquement de ses machines, de ses métaux ; tous les objets ayant un intérêt quelconque, le bronze en particulier, avaient été envoyés en Allemagne, au moment où le front tenu par les armées du kronprinz avait cédé au nord de l'Aisne. Puis l'évacuation de Laon avait commencé. Les civils en âge de travailler avaient été, malgré eux, de gré ou de force, transportés en Belgique. Les vieillards devaient prendre aussi le chemin de l'exil à partir du 23 octobre.

Le bataillon de prisonniers russes n° 100 avait reçu lui aussi l'ordre de quitter la ville. Les 1.200 hommes devaient être rassemblés le 28 au soir pour un départ immédiat. C'est ce moment que choisirent deux des Russes pour s'évader, profitant de l'inquiétude des Allemands sur leur propre sort.

Ils étaient las des mauvais traitements qu'ils enduraient, ils étaient las de travailler comme des bêtes de somme sans manger ; car la nourriture qu'ils recevaient était encore plus insuffisante et plus détestable que celle qui leur était offerte dans les camps de l'Empire où ils avaient déjà dû se contenter de 100 grammes de pain par jour, de farine de glands, d'avoine, de maïs, de soupes innommables. Sous la menace constante de canons et de mitrailleuses braquées sur eux à l'extérieur de la triple rangée de fils de fer barbelés qui les maintenaient emprisonnés, ils avaient connu toute la gamme des punitions allemandes, depuis la cellule jusqu'au poteau où on les attachait.

Is se souvenaient aussi avoir entendu raconter par des camarades la scène tragique qui s'était déroulée en gare de Sedan lors du passage d'un convoi de Russes. Ceux-ci, mourant de faim, tendaient la main pour avoir du pain. Des femmes s'étaient approchées pour leur distribuer quelques aliments, les sentinelles les avaient écartées brutalement des wagons et avaient frappé les prisonniers pour les faire taire.

Ils connaissaient enfin l'ordre officiel allemand transmis à tous les officiers commandants des bataillons de prisonniers russes dès qu'il avait été question de paix séparée avec la Russie. Cette note était ainsi conçue :

Prière de dresser, dans chaque compagnie, l'état nominatif des Russes qui désirent rester en Allemagne après la paix. Le cas échéant, leur faire signer un formulaire en russe. Ceux qui refusent doivent être travaillés ; au besoin, les contraindre à accepter en les privant de nourriture.

Ce monument d'hypocrisie allemande avait inquiété et écoeuré nos deux évadés, qui connaissaient pourtant bien la mentalité de leurs ennemis. Il éclaira suffisamment le monde sur les procédés du militarisme prussien et sur le fond de la pensée de son chef.

SITUATIONS Brochure envoyée gratis FICHET, 13, rue de Rivoli, Paris

## M. CLEMENCEAU a déclaré la guerre à la paperasserie

Comment les intéressés apprécient  
la récente circulaire du pré-  
sident du Conseil.

Si, grâce à un pouvoir magique, M. Clemenceau avait réussi, hier, à se transformer en une fine souris, il n'eût pas manqué, à l'heure du déjeuner, de recueillir, autour des tables de quelques restaurants proches de la rue Saint-Dominique, de précieuses indications sur sa dernière circulaire : celle qui vise la lenteur de la paperasserie administrative.

Ce n'est pas toujours des plus hautes sphères que vient la lumière ; ceux qui vivent dans le voisinage immédiat du soleil finissent par ne plus voir, tant ils sont éblouis. Les plus modestes bureaucrates émettaient des appréciations qu'il nous a paru curieux d'enregistrer. Les commentaires étaient d'ailleurs favorables à la mesure prise par le président du Conseil. Les plus grincheux parmi les convives se contentaient de dire en soupirant :

— Une circulaire de plus !  
Certains approuvaient la décision ministérielle, tout en lui reprochant d'être trop radicale.

La plupart ne craignaient pas de discuter les possibilités d'application de la réforme « clemenciste ».

— Pour aboutir rapidement, disait un membre de la grande famille Lebeureau, il ne s'agit pas simplement de décréter que les affaires doivent être résolues en trois jours et que toute infraction à cette règle donnera lieu à une sanction sévère. Nous ne sommes pas des enfants, et nous n'agissons ni mieux ni plus vite parce qu'on nous menacera de « nous mettre au pain sec ».

Il est absolument exact que la solution de 80 pour 100 des affaires pourrait intervenir très rapidement à la suite d'un simple entretien, même téléphonique. Mais il est nécessaire pour cela que ceux à qui incombe le devoir de prendre une initiative, ceux qui doivent apposer leur signature sur les dossiers qui leur sont présentés, puissent répondre sur-le-champ à la question posée.

Or, par suite de l'instabilité ministérielle et des modifications dans le haut personnel qui en sont la conséquence, il est impossible à de nouveaux arrivants, la plupart blessés ou mutilés revenant du front, ignorant encore tout des questions administratives, de pouvoir s'y reconnaître dans l'amongement des circulaires contradictoires qu'ils sont obligés de compiler avant de se faire une opinion.

Et s'adressant à l'un de ses camarades, assis à la même table :

— Te souviens-tu du dossier « vagabond » ? Combien de fois nous est-il passé entre les mains ?... Il se promettait de servir en service, d'être en stage, se joignait partout et, un beau matin, il redescendait à l'entresol, grossi seulement de quelques lettres de réclamation expédiées par l'intéressé. Personne n'avait signé ; personne n'osait engager sa responsabilité.

Et cette paperasserie considérable que l'on noircit pour permettre à un militaire d'encaisser sept centimes et demi qui lui reviennent sur un ordre de transport...

La fin du repas se passa à évoquer mille et un exemples faisant ressortir les côtés ridicules de la bureaucratie ad-mi-nis-trative. Ces critiques ne manquaient pas d'un certain piquant, faites par ceux qui en furent eux-mêmes si souvent l'objet. Mais M. Lebeureau est philosophe !... Il accompli son devoir : peu lui importe le reste.

Une seule chose semble le tracasser. Il est fonctionnaire au ministère de la Guerre, et, bien que depuis longtemps il ait quitté l'uniforme, il se rappelle qu'au régiment le capitaine punit l'adjudant, qui punit le sergent, qui punit le caporal, etc...

Et, sous la grille du « Tigre », le simple scribe n'est pas sans éprouver, quoi qu'il en dise, une légitime appréhension. — E. CH.

## A LA COMMISSION DES ONZE

### M. ANDRÉ PAISANT déposera aujourd'hui son rapport

La commission chargée de l'examen des demandes de poursuites déposées contre MM. Caillaux et Loustalot se réunira, cet après-midi, à trois heures, pour entendre la lecture du rapport de M. Paisant.

Ce document sera très court. Quatre pages tout au plus, en dehors des pièces annexes bien entendu.

Nous croyons savoir que M. André Paisant posera d'abord la question de principe, c'est-à-dire l'étendue et la limite du droit d'examen de la commission. Il étudiera donc la triple question de savoir si la plainte est loyale, si elle n'a pas un but purement politique et si les articles visés par le réquisitoire répondent bien à la qualification des faits allégués.

Il rendra un compte succinct des débats qui se sont déroulés devant la commission. Il dira pourquoi celle-ci a décidé de lever l'immunité parlementaire et il fixera les bases de la juridiction, sur lesquelles d'ailleurs le plein accord avec le gouvernement a déjà été constaté.

Son rapport ne préjugera en rien le fond. Le grand désir de la commission serait d'amener l'opinion publique à envisager sans passion une affaire qui ne relève désormais que de la justice et à cesser, jusqu'au jour où celle-ci aura parlé, toute campagne qui serait de nature à troubler la paix la sérénité du pays et celle de l'ins-titut-ion.

M. André Paisant espère que ses conclusions seront adoptées à l'unanimité par les membres de la commission. Il s'efforcera, en tout cas, d'obtenir ce résultat.

Si son rapport était adopté cet après-midi, et si, d'autre part, l'impression des pièces annexes n'entraînait aucun retard, les documents pourraient être distribués demain mercredi aux députés.

Le débat viendrait ainsi jeudi devant la Chambre, mais cela paraît fort improbable.



# JOURNAL DE COLETTE

## NOUVEAUX RICHES

L'autre soir je dînais avec une amie dans un de ces restaurants qui demeurent encore, pour la sécurité de nos estomacs et le bon renom de notre cuisine, entêtés à servir des rôtis qu'on rôtit, des grillades qu'on grille, des gratins que le feu seul colore. Celui que je préfère réjouit le palais, l'odorat et les yeux en raison d'une clientèle mêlée et bonne enfant : artistes des théâtres et des cinémas du quartier, mécanos qui gagnent de grosses journées, commerçants gourmands. Ce soir-là, pendant que nous dinions, un ronron grave et bas, un son de trompe annonçait l'arrivée d'une automobile, et la porte s'ouvrit devant un couple de nouveaux riches.

Je dis « de nouveaux riches » comme je dirais « de nègres » ; leur situation sociale s'avérait aussi flagrante qu'un état périmé. Jeunes tous deux, mais la femme dépassait l'homme d'une tête. Une superbe jeune Junon, vraiment : le nez court, l'encolure athlétique, et fraîche comme un pâturage en mai. Lui, petit et grêle, maigre, montrait sur son visage la peau sèche et luisante des hommes cuits au feu des usines. Il roulait l'épaule sous son veston de coupe anglaise et balançait ses mains mi-ouvertes, comme font ceux qui n'ont pas eu le temps d'apprendre à marcher les mains vides.

Ils s'assirent près de nous, la femme se dégagea, rejeta ses zibelines et ouvrit sur les dîneurs les feux de deux cent mille francs de diamants, — deux pierres aux oreilles, deux aux mains, pas plus.

— Qu'ess-tu prends ? demanda-t-elle à son mari.

Il hésita, bailla, se frotta l'estomac : — Je sais pas. Rien ne me dit. J'ai quelque chose qui se mouve, là...

— Une petite marmite ? Y a encore qu'il faut que le bouillon sente la viande. Pour moi... attendez, Delphin, vous savez pas... Des z'hors-d'œuvre, et ne passez pas la salade de pommes de terre sous silence, surtout ! Le gigot, oui, mais faudra me le montrer avant, je ne me fie qu'à moi.

Et changez-moi c'te nappe... Changez-moi-là, que je dis ! Je ne coupe pas dans le blanchissage de guerre, moi !

On les regardait beaucoup, et ils supportaient les regards avec une admirable aisance. La jeune femme tournait lentement son cou puissant et sans pli, croissait et décroissait ses grandes mains où fulguraient deux phares. Nous les laissâmes, mon amie et moi, occupés d'un calvados âgé dont le patron du restaurant, assis à leur table, leur versait de grands verres.

— Je ne peux pas dire, soupira dehors mon amie, que le voisinage de ces gens-là m'ouvre l'appétit.

— Pourquoi donc ? Ils savent pourtant manger. Avez-vous vu la jeune femme inspecter le gigot, et éprouver du doigt l'élasticité du pont-l'évêque ?

— Oui, oui, je l'ai vue, dans le même moment où elle déclarait qu'elle aimait mieux partir dans le Midi que de chauffer « toute » leur hôtel cet hiver !... Et puis, cet étalage de joaillerie dans cet endroit, en ce moment, vraiment, cette femme...

— Je la trouve belle, moi. Parfaitement, elle est belle, elle est telle qu'elle doit être. Tout, en elle, vous offusque ? Je serais effarée qu'elle fût autrement. Je reconnais en elle, ce soir, cette même beauté, actuelle, spéciale, que je détaillais hier sur deux de ses pareilles, chez un fourreur où elles réquisitionnaient chinchillas et pékams, — deux grandes filles fortes, le cheveu lourd et la bouche fraîche, rien de fin, rien d'anémisé, une dégaîneuse, carrée, sous leurs pelletteries de reines... J'écouais peut-être « tant qu'à moi » et leurs « c'est une fourrure susceptible », parce que je songeais aux enfants qu'elles feraient. Je me disais que c'est justement leur sang, ce sang de fermière forte-en-gueule et de coquette rétonie, qu'il faut mêler à celui de nos hommes surmenés, mutilés, séchés au feu des forges, glacés par les boues de l'Est... Je songeais, considérant la ciselure rudimentaire de cette matière sculptée et durable, aux nourrices impassibles, énormes, sans tares et sans pensée, qu'on choisit pour allaiter les enfants des races primitives à bout de sang et de souffle... Justement, le mari de notre belle jeune femme...

— Oh ! celui-là...

— Si je vous laisse continuer, je vais dans un moment entendre, amenés pour des comparaisons méprisantes, les mots de « financier ancien régime » et de « fermier général », je vous connais. Le souvenir du fermier général, en prenant de l'âge, acquiert un lustre singulier dans l'esprit de beaucoup de gens, et mieux qu'un lustre, un grade : vous pensez à lui un peu comme à un général qui serait fermier. Notre petit homme du restaurant, lui, débute, sous votre dédain. Il n'a encore eu le temps que d'amasser, et de répéter sur tous les tons qu'il « n'aime que le beau et le bon ». Le comique, c'est que ce sera vrai. Le beau et le bon, il l'achète déjà. Il l'aimera bientôt. Il achète. Merveille ! ce nouveau venu, ce nouveau parvenu sait gaspiller ! Dès lors tout va bien, fions-nous à lui. Laissons-le errer pendant quelque temps parmi les inévitables cheminées en lapis-lazuli, diamants trop gros et chiens trop petits ; — il se fera, il est de chez nous.

— Laissez-le ; il n'y a pas de mal à ce que son or bondissant, cascadeur, scandaleuse la pimbèche et stérile vieille fortune française, dégoûtée de l'activité, revenue de tous les arts, fidèle aux talents passés parce qu'elle est paresseuse, et puérile parce qu'elle manque d'imagination.

COLETTE.

5 HEURES  
DU  
MATIN

## UNE PROCLAMATION DU PRÉSIDENT MACHADO

L'ancien chef de la République portugaise a protesté contre sa destitution.

MADRID, 17 décembre. — Le président Machado, exilé du Portugal, communique l'analyse de la proclamation qu'il a laissée à Lisbonne pour justifier sa conduite et protester contre le décret révolutionnaire « arbitraire et nul » qui l'a destitué.

Ce long document réfute, au point de vue constitutionnel, les considérations du décret de déchéance et conclut en ces termes :

« Il est regrettable que tous ces révolutionnaires n'aient pas vu surgir tout à coup devant eux pour les contenir, en leur transmettant leur esprit de cohésion et de discipline patriotique, nos soldats qui combattent en France et en Afrique. Ce sont eux qui sont les vrais héros représentatifs de la nation, car les révolutionnaires ne la représentent même pas par le nombre. Ils ne sont investis d'aucune autorité et se destituent eux-mêmes.

« L'heure est proche où le peuple, revenant de sa surprise, le leur fera savoir. Il suffira pour cela que le peuple s'impose par la seule force de sa raison et de son droit, sans qu'il soit besoin de nous débattre encore dans de nouvelles querelles intestines. »

D'autre part, on apprend que le nouveau gouvernement du Portugal a l'intention de rétablir le suffrage universel, c'est-à-dire de permettre aux illettrés, qui sont encore dans la proportion de 75 0/0 en Portugal, de prendre part au vote dont le gouvernement de la République les avait prudemment écartés.

### Une interview de l'ex-président

Le Petit Parisien reçoit la dépêche suivante :

MADRID, 17 décembre. — J'ai eu un entretien avec le président Machado, arrivé à Madrid hier par train spécial. L'ancien président du Portugal me reçut le plus cordialement du monde. Ce qui me frappa fut l'air calme et confiant avec lequel il me parla de la situation présente et de l'avenir du Portugal.

« Quoi qu'il advienne, m'a-t-il dit, le Portugal suivra sa destinée sans faiblesse, surtout il restera fidèle à ses engagements internationaux. »

M. Machado, vénérable patriarcal, professeur envers la France un attachement spécial. Sur le front de France, un de ses fils auquel deux autres bientôt iront se joindre combat pour la grande cause de la liberté et de la justice.

L'ex-président compte ici de nombreuses sympathies personnelles. Parmi les nombreux visiteurs qui accoururent à son arrivée, on remarque, en dehors des hommes politiques favorables aux nations alliées, les plus éminentes personnalités universitaires.

### LA JOURNÉE JUDICIAIRE

Le lieutenant Jousset, substitut du capitaine Bouchardon, a entendu, hier matin, à nouveau, Mme Marie Lafargue, de l'Opéra, à propos de ses relations avec Bolo.

Elle a indiqué dans quelles circonstances, pendant son séjour à Biarritz, elle avait présenté Sadih pacha, le secrétaire particulier du khédive Abbas-Himmi et diverses autres personnalités à Bolo.

Dans l'après-midi, M. Le Moigne, médecin de marine, est venu déposer devant le capitaine Bouchardon dans l'affaire Bolo. Le lieutenant Bouchardon a recueilli le témoignage du soldat Haze, déjà entendu sur ses relations avec la rédaction et l'administration du Bonnet Rouge.

Aujourd'hui, avant-dernier interrogatoire de Bolo.

D'autre part, M. Drioux, juge d'instruction, a reçu les déclarations de M. Alexandre Raffalovich, banquier, rue Desrenaudes, ancien secrétaire général de la succursale parisienne de la Banque de Petrograd. M. Raffalovich a parlé de ses relations financières avec le groupe Lenoir-Desouches.

## LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

### Front français

14 HEURES. — Nous avons réussi un coup de main sur les lignes ennemies au sud de Saint-Quentin.

Nos patrouilles opérant sur la rive droite de la Meuse ont ramené des prisonniers.

Dans les Vosges, l'activité d'artillerie a été grande dans la région de la Thur.

Nuit calme sur le reste du front.

23 HEURES. — Activité des deux artilleries dans la région au sud de Saint-Quentin et sur la rive droite de la Meuse.

En Haute-Alsace, un coup de main ennemi dans le secteur Aspach-le-Bas est resté sans succès.

### Front belge

Pendant les quarante-huit heures écoulées, l'activité des deux artilleries a eu un caractère d'intensité moyenne. Nos batteries ont neutralisé les batteries allemandes en action vers Avescapelle, Pervyse, ainsi que dans le secteur de Dixmude et de Merckhem.

Elles ont exécuté de nombreux tirs sur les travaux ennemis. Les tirs réciproques ont été assez intenses dans l'après-midi du 17, au sud de Nieuport et vers Dixmude.

### Front britannique

13 HEURES. — Aucun événement important à signaler.

22 HEURES. — Des détachements ennemis ont attaqué, ce matin, deux détachements de nos postes, vers le canal d'Ypres à Commines. Une de ces attaques a été rejetée ; l'autre a permis aux assaillants de pénétrer dans notre poste et d'y faire quelques prisonniers. Une contre-attaque nous a rendu le poste, où nos troupes ont délivré ceux des nôtres qui avaient été faits prisonniers, et tué ou capturé un certain nombre d'ennemis.

Aucun événement important à signaler sur le reste du front en dehors de l'activité habituelle des deux artilleries.

La neige est tombée en abondance la nuit dernière et pendant la journée.

### Front italien

La lutte d'artillerie s'est poursuivie avec violence pendant toute la journée d'hier entre la Brenta et la Piave.

Le combat d'infanterie a commencé à l'aube, à l'est de la Brenta. A une de nos poussées contre-offensives dans la direction

## LES AUTRICHIENS PUBLIENT LE TEXTE DES CLAUSES DE L'ARMISTICE RUSSE

La convention précise en détail comment les soldats des armées en présence pourront fraterniser.

BALE, 17 décembre. — On mande de Vienne : L'armistice signé le 15 décembre à Brest-Litovsk commence ainsi :

Entre les délégués plénipotentiaires des directions suprêmes des armées d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Bulgarie et de Turquie, d'une part et de la Russie, d'autre part, l'armistice suivant est conclu pour amener une paix durable et honorable pour toutes les parties.

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — L'armistice commence le 17 décembre à midi et dure jusqu'au 14 janvier 1918 à midi.

Les contractants peuvent le dénoncer le vingt-et-unième jour avec un délai de sept jours ; s'il n'est pas dénoncé, l'armistice se renouvelle automatiquement jusqu'à dénonciation dans le délai de sept jours par l'une des parties.

ART. 2. — L'armistice s'étend à toutes les forces de terre, des airs, sur le front de terre, entre la mer Noire et la mer Baltique ; il entre en vigueur en même temps sur les théâtres de la guerre russo-turque en Asie. Les contractants s'engagent, pendant la durée de l'armistice, à ne pas renforcer le nombre des troupes sur ces fronts et dans les îles de Moon-Sund, à ne pas en augmenter les effectifs, à ne pas procéder à des déplacements de troupes sur ces fronts pour préparer une offensive. Les contractants s'engagent aussi à ne procéder à aucun déplacement de troupes sur le front de la mer Noire et de la Baltique jusqu'au 14 janvier 1918, à moins que ces déplacements n'aient été en cours au moment de la signature de l'armistice ; ils s'engagent enfin à ne pas amener de troupes pendant la durée de l'armistice dans les ports de la mer Baltique situés à l'est du quarantième degré de longitude orientale (méridien de Greenwich) et dans les ports de la mer Noire.

L'article 3 précise les lignes de démarcation.

L'article 4 établit le détail des conditions dans lesquelles, afin de développer et d'affermir les relations amicales entre les peuples contractants, des rapports organisés pourront s'établir entre les troupes.

Les relations sont autorisées seulement entre le lever et le coucher du soleil aux points où ces entrevues sont permises et qui sont au nombre de deux ou trois par secteur, correspondant au front d'une division russe. Il ne peut se trouver en même temps sur chacun de ces points que vingt-cinq hommes au plus sans armes, appartenant à chacun des deux partis. L'échange d'informations et de journaux est autorisé. Des lettres ouvertes peuvent être échangées en vue d'un acheminement ultérieur vers leurs destinations. La vente et l'échange des marchandises d'un usage journalier sont autorisés dans les bureaux de vente.

Le retour dans leurs foyers des hommes dont le domicile se trouve au delà de la ligne de démarcation ne peut être décidé et autorisé que dans les négociations de paix. Cette prescription s'applique aux hommes des troupes polonaises. Les hommes contrevenant à ces prescriptions qui franchiront la ligne de démarcation du camp opposé seront arrêtés et rendus seulement au moment de la conclusion de la paix ou de la dénonciation de l'armistice.

L'article 5 concerne la guerre navale ; il stipule que l'armistice comprend toute la mer Noire et la Baltique à l'est du 15<sup>e</sup> degré de longitude Est (Greenwich). Il s'applique à toutes les forces navales et aériennes des deux parties contractantes. Un accord spécial sera conclu entre les commandants navals allemand et russe au sujet de la mer Baltique et des eaux territoriales russes de la mer Glaciale du Nord.

Les attaques réciproques contre des ba-

teaux de commerce ou de guerre dans ces eaux doivent être désormais autant que possible évitées. L'accord spécial contiendra des prescriptions destinées à empêcher dans la mesure du possible que les forces navales des parties contractantes se combattent dans d'autres mers. Les attaques navales et aériennes contre les côtes et les ports d'une autre partie contractante sont interdites. Il est interdit également de survoler ces ports et ces côtes et la ligne de démarcation.

L'accord fixe ensuite la ligne de démarcation sur les mers. Dans la mer Noire et dans la mer Baltique, il stipule que les forces navales russes ne doivent pas dépasser les lignes vers le sud, ni les forces navales alliées vers le nord.

Le gouvernement russe fournit la garantie que les forces navales de l'Entente qui se trouvent au nord des lignes maritimes de démarcation au moment de la conclusion de l'armistice ou s'y trouveront ultérieurement se comporteront comme les forces navales russes.

Le commerce et la navigation de commerce sont autorisés dans les territoires maritimes précisés dans cet article.

Des arrangements détaillés à ce sujet seront pris en ce qui concerne les deux zones par des commissions spéciales. Les contractants s'engagent, pour la durée de l'armistice, à ne préparer aucune opération navale dans chacune des deux zones.

ART. 6. — Pour éviter des désordres et des incidents sur le front, il n'y aura pas d'exercice d'infanterie à moins de cinq kilomètres en arrière des fronts.

Les forces aériennes ne doivent pas s'approcher à moins de dix kilomètres de leurs propres lignes de démarcation.

Des travaux aux positions en arrière des obstacles avancés en fils de fer sont autorisés à l'exception de ceux qui serviraient à préparer des attaques.

L'article 7 stipule que sept commissions se réuniront pour régler toutes les dispositions militaires concernant l'exécution des prescriptions du traité d'armistice et il fixe les endroits où elle siégeront.

ART. 8. — La trêve du 3 décembre 1917 ainsi que tous les accords ultérieurs relatifs à des trêves ou armistices sont annulés par le présent armistice.

ART. 9. — Les contractants commenceront les négociations de paix immédiatement après la conclusion et la signature du présent traité d'armistice.

ART. 10. — Se conformant aux principes de la liberté, de l'indépendance et de l'intégrité du territoire de l'Etat neutre de Perse, les hauts commandements russe et turc sont disposés à retirer leurs troupes de Perse. Ils s'entendront à cet effet immédiatement avec le gouvernement persan pour le règlement des détails.

ART. 11. — Chaque partie contractante reçoit un exemplaire du présent traité en allemand et en russe signé par les plénipotentiaires. (Havas.)

### Le comte Czernin à Brest-Litovsk

ZURICH, 17 décembre. — Un télégramme de Vienne annonce que le comte Czernin, ministre des Affaires étrangères, se rendra à Brest-Litovsk pour prendre part aux négociations de paix avec la Russie. Il quittera Vienne vers la fin de cette semaine.

### L'évasion de l'ex-tsar

n'est pas confirmée

PETROGRAD, 15 décembre. — Ni le ministre des Voies et Communications, ni l'Alliance des cheminots n'ont reçu confirmation de la nouvelle selon laquelle l'ex-tsar se serait évadé de Tobolsk.

## UN DÉBAT AU SÉNAT SUR LA CARTE DE PAIN

La discussion des interpellations sur le ravitaillement continuera aujourd'hui.

Le Sénat a commencé hier la discussion des interpellations sur les mesures que compte prendre le gouvernement pour concilier l'exercice du ravitaillement avec le relèvement de l'agriculture.

M. Martinet a demandé au gouvernement de s'inspirer du système employé en Angleterre qui assure, a-t-il dit, un gain raisonnable à l'agriculture, provoquant ainsi une augmentation considérable des surfaces ensemencées. M. Bepmale a vivement critiqué le décret du 30 novembre sur la consommation du pain.

La classification des restaurants est particulièrement singulière, a-t-il dit. Pourquoi plus ou moins de pain suivant que le prix est inférieur ou supérieur à 4 francs ? Recevra-t-on la ration à l'entrée ? Et si le consommateur dépense plus de 4 francs, comment lui fera-t-on rendre ce qu'il a reçu en trop ?

On a fixé la consommation des enfants de moins de seize ans à 200 grammes par jour ; on donne autant à l'enfant de deux ans qu'à celui de seize ans. Est-ce admissible ?

Sur certificat, les personnes convalescentes pourront obtenir un supplément de 100 grammes, de même les garçons et filles dont l'état de croissance justifie un supplément. Il est bien certain que tous les parents feront la demande. La moyenne actuelle est de 490 grammes par jour ; or, vous n'allouez que 200 grammes. Les parents ne vendront pas voir leur progéniture s'étioier et les récoltants retireront leurs enfants des pensionnats ou collèges.

Selon M. Bepmale, il aurait fallu réquisitionner non seulement les céréales, mais tout ce qui est nécessaire pour l'alimentation.

M. Dominique Delahaye a protesté contre la division des consommateurs en trois catégories au point de vue de la ration de pain.

La discussion continuera cet après-midi.

### La prorogation des pouvoirs des assemblées élues

M. Aristide Jobert a déposé, hier, au projet de loi portant prorogation des pouvoirs des assemblées élues, un contre-projet aux termes duquel le soin de décider s'il y a lieu ou non de proroger ces pouvoirs serait laissé à une consultation des électeurs.

Seraient admis à voter : 1<sup>er</sup> les militaires présents aux armées ; 2<sup>o</sup> tous les électeurs, quel que soit leur domicile actuel.

### Les étudiants viennois manifestent pour la paix

LAUSANNE, 17 décembre. — La Gazette de Lausanne reçoit de Vienne une dépêche particulière signalant une grande manifestation des étudiants en faveur de la paix. A la suite de ce fait, le recteur vient de fermer l'université.

### Bourse de Paris, 17 décembre 1917

VALEURS	Cours précédent	Cours de jour	VALEURS	Cours précédent	Cours de jour
<b>PARQUET</b>					
5 0/0 non libéré	88 10	88 10	1000	330	330 50
5 0/0 libéré	88 10	88 10	1000	372	368
4 1/2 0/0 non libéré	66 75	67	1000	195	198
4 1/2 0/0 libéré	66 75	67	1000	382	382
3 1/2 0/0 non libéré	58 25	58 50	1000	344	346
3 1/2 0/0 libéré	58 25	58 50	1000	311	310 75
3 1/2 0/0 non libéré	90 75	91	1000	1240	1240
3 1/2 0/0 libéré	90 75	91	1000	730	730
1000	316 25	318	1000	901	910
1000	345	340	1000	910	915
1000	538	539	1000	100	100
1000	361 50	365	1000	660	660
1000	240	253	1000	443	445
1000	293	296	1000	443	445
1000	286	287	1000	412	410
1000	275	271	1000	1830	1830
1000	222	221	1000	4560	4560
1000	501	501	1000	362	355
1000	45 25	45	1000	735	740
1000	54	54	1000	430	425
1000	43 50	43 40	1000	77	77
1000	37 90	37 25	1000	340	340
1000	113 40	114 00	1000	405	405
1000	57 25	56 50	1000	676	665
1000	400	400	1000	12	12
1000	485	485	1000	77	77
1000	82 25	82 25	1000	27 13	27 13
1000	720	720	1000	686	692
1000	1080	1085	1000	247	251
1000	421	431	1000	63	71
1000	224 50	224 50	1000	567	572 1/2
1000	225 50	225 50	1000	71	70
1000	188	190	1000	131 1/2	133 1/2
1000	470	467	1000	199	203
1000	323	326	1000	192	194
1000	323	324	1000	192	194

METALLS A LONDRES. — La tonne de 1016 kilos : Cuivre Chili, disponible, 110 ; livrable 3 mois, 110 ; Electrolytique, 123 ; Etain, comptant, 290 3/4 ; livrable 3 mois, 295 3/4 ; Plomb anglais, 30 1/2 ; Zinc, comptant, 54.

Le secret pour vendre mieux et meilleur marché est d'avoir acheté avant la hausse et de ne pas spéculer.

« Tommy », bottier, vous en donne l'exemple. Cinq et dix francs meilleur marché que n'importe où 111, rue de Provence, 23, rue des Martyrs et 81, passage Brady.

LAIT  
CONCENTRÉ

SUCRÉ  
et  
SANS SUCRE

NESTLÉ

LA  
MARQUE  
PRÉFÉRÉE

En Vente  
partout

PLUSIEURS LINOTYPES  
Mergenthaler Standard, à simple magasin, à vendre. Très bon état de fonctionnement. Accessoires et électro-moteur particulier. S'adresser 28, avenue des Champs-Élysées, Paris.



